

 <a href="http://www.lemieuxnoletsyndic.com/">http://www.lemieuxnoletsyndic.com/</a>	<h2 style="margin: 0;"><u>IMPORTANT</u></h2>	
	<p>Nous retourner par télécopieur Numéro : 1 888 833-3191</p> <p>OU</p> <p>Nous retourner par courrier électronique Adresse : <a href="mailto:reclamation@ln.ca">reclamation@ln.ca</a></p>	<p>Numéro : 190243 - Lévis</p> <p>Surintendant : 43-2943143</p>

**PREUVE DE RÉCLAMATION  
LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ**

Dans l'affaire de la Cession de : **Tero Innovation inc. de Québec (Québec)**

Et de la réclamation de **Monsieur ABC**, créancier.

Expédier tout avis ou toute autre correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante:

**123, rue ABC**

Je, **Monsieur ABC**, de **Ville (Québec)**, atteste ce qui suit:  
(PERSONNE QUI REMPLIT CETTE RÉCLAMATION) (VILLE ET PROVINCE)

1. Je suis le créancier du débiteur susnommé (ou je suis \_\_\_\_\_)  
(PRÉCISER LE POSTE OU LA FONCTION)  
 de \_\_\_\_\_ Téléphone : **(418) 123-4567** Télécopieur : **(418) 123-4567**  
(NOM DU CRÉANCIER)

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par la présente formule.

3. Le débiteur était, à la date de la Cession, soit le **11 mai 2023**, endetté envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de \_\_\_\_\_ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit ou la déclaration solennelle) ci-annexé et désigné comme l'annexe A, après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle le débiteur a droit. *(l'état de compte ou l'affidavit ou déclaration solennelle annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation).*

4. **Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises.**

**JOINDRE UNE PIÈCE JUSTIFICATIVE PROUVANT LE MONTANT DÉCLARÉ**

A. RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE **999 \$** \$  
 En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir du débiteur à titre de garantie et:

pour le montant de **999 \$** (Cochez ce qui s'applique)  
 \$, je ne revendique aucun droit à un rang prioritaire;

pour le montant de \_\_\_\_\_ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la L.F.I.  
*(Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire)*

A.1 RÉCLAMATION DU LOCATEUR SUITE À LA RÉSILIATION D'UN BAIL, AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
 J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, dont les détails sont mentionnés ci-après:  
*(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant)*

B. RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
 En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs du débiteur à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à \_\_\_\_\_ \$, et dont les détails sont mentionnés ci-après:  
*(Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexez une copie des documents relatifs à la garantie)*

C. RÉCLAMATION D'UN AGRICULTEUR, D'UN PÊCHEUR OU D'UN AQUICULTEUR AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
 J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité pour la somme impayée de \_\_\_\_\_ \$  
*(Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison)*

D. RÉCLAMATION CONTRE LES ADMINISTRATEURS AU MONTANT DE \_\_\_\_\_ \$  
*(À compléter lorsque la proposition vise une transaction quant à la réclamation contre les administrateurs)*  
 J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, dont les détails sont mentionnés ci-après:

(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant)

5. Au meilleur de ma connaissance, je suis lié (ou le créancier susnommé est lié) (ou je ne suis pas lié ou le créancier susnommé n'est pas lié) au débiteur selon l'article 4 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.
6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du débiteur et les crédits que j'ai attribués à celui-ci au cours des trois mois (ou, si le créancier et le débiteur sont des personnes liées au sens du paragraphe 4(2) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, au cours des douze mois) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, tel que défini à l'article 2 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* : (Donnez les détails des paiements et des crédits)

(Applicable seulement dans le cas de la faillite d'un particulier)

- ( ) Je demande d'être avisé de tout changement important à la situation financière du failli en conformité avec le sous-alinéa 102(3)b)(i) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.
- ( ) Je demande d'être avisé de toute modification faite quant au montant que le failli doit payer en conformité avec le paragraphe 68(4) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.
- ( ) Je demande qu'une copie du rapport complété par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, me soit expédiée à l'adresse ci-haut mentionnée.

Fait à           **Ville (Québec)**          , le           **15 mai 2023**          

**X**  
\_\_\_\_\_  
**SIGNATURE DU TÉMOIN**

**X**  
\_\_\_\_\_  
**(SIGNATURE DE LA PERSONNE QUI REMPLIT CETTE RÉCLAMATION)**

**NOTE:** Si un affidavit ou une déclaration solennelle est joint à la présente formule, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits ou déclarations solennelles.

**AVERTISSEMENTS:** Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

Le paragraphe 201(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

**PROCURATION GÉNÉRALE  
LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ**

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE (OU DE LA PROPOSITION OU DE LA PROPOSITION DE CONSOMMATEUR) DE \_\_\_\_\_  
failli (ou personne insolvable ou débiteur consommateur):

Je (ou Nous), \_\_\_\_\_, de \_\_\_\_\_,  
(NOM DU CRÉANCIER OU CRÉANCIERS) (NOM DE LA VILLE)  
créancier(s) dans l'affaire susmentionnée, nomme (ou nommons) \_\_\_\_\_, de \_\_\_\_\_  
mon (ou notre) fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée, sauf la réception de dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place  
(ou n'étant pas habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place).

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
**TÉMOIN**

\_\_\_\_\_  
**TÉMOIN**

\_\_\_\_\_  
**CRÉANCIER INDIVIDUEL**

Nom du créancier qui est une personne morale

Par: \_\_\_\_\_  
**NOM ET TITRE DU SIGNATAIRE AUTORISÉ**